

[RSS](#)

## Les patrons siciliens ne payeront plus le pizzo

SICILE | 00h07 La confédération patronale de l'île se mobilise contre le racket de la mafia



dr | MOUVEMENT: Le ras-le-bol de la population sicilienne est de plus en plus manifeste. En 2006, des étudiants lançaient un comité pour contrer le pizzo . SANTA ROSALIA, SEPTEMBRE 2006

ARIEL DUMONT | 04 Septembre 2007 | 00h07

C'est une décision sans précédent. «Dorénavant, les entrepreneurs qui accepteront de payer des pots de vins à la mafia (le fameux pizzo) pour avoir la paix, seront expulsés de la confédération des industriels», a annoncé ce week-end Ettore Artioli, vice-président de l'association. Une décision qui fait grand bruit dans toute l'Italie alors que la Péninsule vient d'assister au scandale soulevé par l'affaire du racket des laveurs de pare-brise à la sauvette. Mais cette révolte inattendue des entrepreneurs, qui ont inscrit cette nouvelle norme dans leur statut, laisse entendre que les choses sont finalement en train de bouger de l'autre côté des Alpes.

Tout a commencé avec l'affaire du président de l'association des constructeurs siciliens. En l'espace d'une semaine, la vie d'Andrea Vecchio est devenue un enfer. Chantiers incendiés, menaces: pendant trois jours, la mafia a multiplié les avertissements pour faire plier ce patron qui refusait de payer le pizzo. A bout de souffle, Andrea Vecchio s'est alors retourné vers les plus hautes institutions italiennes pour demander de l'aide. Aujourd'hui, ce patron vit sous protection policière, ce qui ne l'empêche pas d'avoir été menacé pour la cinquième fois samedi matin. «On ne peut vivre ainsi. Ce n'est pas seulement nous les entrepreneurs qui sommes attaqués, mais l'Etat», a-t-il déclaré dans une lettre adressée au chef de l'Etat italien.

### **Pour-cent mafieux&hellip;**

Le racket orchestré en Sicile par la mafia fait tomber chaque année près de 10 milliards d'euros dans les caisses de l'honorable société. Les percepteurs de la mafia, qui punissent sévèrement les «fraudeurs», taxent tout le monde. A commencer par les vendeurs à la sauvette, qui doivent verser 60 euros par mois. Les «impôts» sont nettement plus élevés pour les commerces de détail (457 euros) et les restaurateurs (578 euros). Dans le bâtiment, le pourcentage réclamé varie entre 2 et 4% selon la valeur des chantiers. En revanche, les sociétés de construction et d'entretien des routes doivent verser une moyenne de 17&thinsp;000 euros par chantier.

«Nous voulons vivre comme des citoyens normaux» s'écrient maintenant les patrons siciliens, qui réclament l'intervention de l'armée. Mais le gouvernement de centre gauche, qui estime que la société civile doit se rebeller contre la mafia, vient de refuser d'envoyer les troupes sur le terrain. L'affaire est loin d'être terminée.